

# **Ordonnance du DFI sur la sécurité des jouets**

## **(Ordonnance sur les jouets, OSJo)**

**du ...**

---

*Le Département fédéral de l'intérieur (DFI),*

vu les art. 31, al. 5, et 43, al. 5, de l'ordonnance du 23 novembre 2005 sur les denrées alimentaires et les objets usuels (ODAIOUS)<sup>1</sup>,

*arrête:*

### **Chapitre 1 Dispositions générales**

#### **Art. 1** Champ d'application

<sup>1</sup> La présente ordonnance s'applique aux jouets au sens de l'art. 43, al. 1, ODAIOUS.

<sup>2</sup> Ne sont pas réputés jouets:

- a. les objets usuels énumérés à l'annexe 1;
- b. les jouets d'occasion:
  1. remis en tant qu'antiquités, ou
  2. devant être réparés ou reconditionnés avant utilisation, pour autant que leur destinataire soit suffisamment informé sur cette opération par le responsable de la mise sur le marché.

#### **Art. 2** Importateurs et distributeurs en qualité de fabricants

Un importateur ou un distributeur est considéré comme un fabricant aux fins de la présente ordonnance et il est soumis aux obligations incombant à celui-ci, lorsqu'il

- a. met un jouet sur le marché sous son propre nom ou sa propre marque, ou
- b. modifie un jouet déjà mis sur le marché de telle sorte que sa conformité avec les exigences applicables risque d'en être affectée.

<sup>1</sup> RS 817.02

## Chapitre 2 Exigences de sécurité auxquelles doivent satisfaire les jouets

### Art. 3

<sup>1</sup> Les jouets doivent satisfaire aux exigences essentielles de sécurité visées à l'art. 43, al. 2 à 4, ODAIOUs, en ce qui concerne l'obligation générale de sécurité, et à l'annexe 2, en ce qui concerne les exigences particulières de sécurité.

<sup>2</sup> Les jouets placés sur le marché sont conformes aux exigences essentielles de sécurité visées à l'art. 43, al. 2 à 4, ODAIOUs, en ce qui concerne l'obligation générale de sécurité, et à l'annexe 2, en ce qui concerne les exigences particulières de sécurité pendant leur durée d'utilisation prévisible et normale.

<sup>3</sup> Lorsqu'il met ses jouets sur le marché, le fabricant s'assure que ceux-ci ont été conçus et fabriqués conformément aux exigences visées à l'art. 43, al. 2 à 4, ODAIOUs, en ce qui concerne l'obligation générale de sécurité, et à l'annexe 2, en ce qui concerne les exigences particulières de sécurité.

<sup>4</sup> Lorsqu'un importateur ou un distributeur considère, ou a des raisons de croire, qu'un jouet n'est pas conforme aux exigences visées à l'art. 43, al. 2 à 4, ODAIOUs, en ce qui concerne l'obligation générale de sécurité, et à l'annexe 2, en ce qui concerne les exigences particulières de sécurité, il ne met pas le jouet sur le marché tant que celui-ci n'a pas été mis en conformité avec ces exigences. En outre, dans le cas où le jouet présente un risque,

- a. l'importateur en informe le fabricant ainsi que les autorités d'exécution;
- b. le distributeur en informe le fabricant ou l'importateur ainsi que les autorités d'exécution.

<sup>5</sup> Les jouets qui ne satisfont pas à la présente ordonnance peuvent être exposés et utilisés dans des salons professionnels et des expositions à condition qu'ils soient accompagnés d'une indication montrant clairement qu'ils ne satisfont pas à la présente ordonnance et qu'ils ne seront pas mis sur le marché avant d'avoir été mis en conformité avec celle-ci.

## Chapitre 3 Marquage

### Art. 4 Avertissements et instructions d'utilisation

<sup>1</sup> Pour assurer une utilisation des jouets en toute sécurité, les avertissements spécifient les limites appropriées, conformément à la partie A de l'annexe 3.

<sup>2</sup> Les catégories de jouets énumérées dans la partie B de l'annexe 3 doivent être assorties des avertissements figurant également dans cette partie de l'annexe. Les avertissements visés aux ch. 2 à 10 de la partie B de l'annexe 3 sont utilisés tels quels.

<sup>3</sup> Les avertissements sont précédés du mot «Attention».

<sup>4</sup> Les avertissements contiennent des informations exactes et figurent de manière clairement visible, facilement lisible, aisément compréhensible et indélébile sur le jouet, sur une étiquette apposée ou sur l'emballage et,

le cas échéant, dans les instructions d'utilisation qui accompagnent le jouet.

<sup>5</sup> Les petits jouets vendus sans emballage portent directement le marquage des avertissements appropriés.

<sup>6</sup> Le jouet ne peut être muni des avertissements figurant à la partie B de l'annexe 3 qui sont en contradiction avec l'utilisation à laquelle le jouet est destiné de par ses fonctions, ses dimensions ou ses caractéristiques.

<sup>7</sup> Les avertissements figurent de manière clairement visible pour le consommateur avant l'achat. Ces conditions s'appliquent aussi lorsque l'achat est effectué en ligne.

<sup>8</sup> Les avertissements et les instructions d'utilisation sont rédigés au moins dans les langues officielles de l'endroit dans lequel le jouet est mis sur le marché.

<sup>9</sup> Le fabricant et l'importateur veillent à ce que le jouet soit accompagné des avertissements et des instructions d'utilisation avant sa première mise sur le marché.

<sup>10</sup> Le distributeur s'assure que le jouet est accompagné des avertissements et des instructions d'utilisation avant sa mise sur le marché.

#### **Art. 5** Marquage de conformité

<sup>1</sup> Le marquage de conformité selon l'annexe II du Règlement (CE) n° 765/2008<sup>2</sup> doit être apposé sur tout jouet mis sur le marché.

<sup>2</sup> Le marquage de conformité ne peut être apposé que par le fabricant ou son mandataire.

<sup>3</sup> Lorsqu'il a été démontré, à l'aide de la procédure d'évaluation de la conformité selon l'art. 11, que le jouet respecte les dispositions applicables, le marquage de conformité est apposé.

<sup>4</sup> Le marquage de conformité est apposé de manière visible, lisible et indélébile sur le jouet, sur une étiquette fixée sur celui-ci ou sur son emballage.

<sup>5</sup> Si le marquage de conformité n'est pas visible de l'extérieur de l'emballage, il est au moins apposé sur l'emballage.

<sup>6</sup> Dans le cas de jouets de petites dimensions et de jouets composés de petites pièces, le marquage de conformité peut être apposé sur une étiquette ou sur un feuillet accompagnant le jouet. Si cela n'est pas techniquement possible dans le cas de jouets vendus en présentoirs de comptoir, et à condition que le présentoir ait été utilisé comme emballage du jouet, le marquage CE peut être apposé sur le présentoir de comptoir.

<sup>2</sup> Règlement (CE) n° 765/2008 du Parlement européen et du Conseil du 9 juillet 2008 fixant les prescriptions relatives à l'accréditation et à la surveillance du marché pour la commercialisation des produits et abrogeant le règlement (CEE) n° 339/93 du Conseil; dans la version du JO L 218 du 13.8.2008, p. 30.

<sup>7</sup> Le marquage de conformité peut être complété par un pictogramme ou par tout autre signe indiquant un risque ou un usage particuliers, dans la mesure où cela ne porte pas atteinte à la visibilité et la signification du marquage de conformité.

<sup>8</sup> Il est interdit d'apposer des marquages, des signes ou des inscriptions dont la signification ou le graphisme peuvent être confondus par des tiers avec ceux du marquage de conformité visé à l'al. 1.

<sup>9</sup> L'importateur veille à ce que le jouet soit muni du marquage de conformité visé à l'al. 1 avant sa première mise sur le marché.

<sup>10</sup> Le distributeur s'assure que le jouet est muni du marquage de conformité visé à l'al. 1 avant sa mise sur le marché.

#### **Art. 6** Marque d'identification

<sup>1</sup> Les jouets doivent porter une marque (p. ex., type, lot, série, modèle) permettant leur identification. Lorsque la taille ou la nature du jouet ne le permet pas, les informations requises figurent sur l'emballage ou dans un document accompagnant le jouet.

<sup>2</sup> Le fabricant appose la marque d'identification.

<sup>3</sup> L'importateur veille à ce que le jouet soit muni de la marque d'identification avant sa première mise sur le marché.

<sup>4</sup> Le distributeur s'assure que le jouet est muni de la marque d'identification avant sa mise sur le marché.

#### **Art. 7** Indication du nom et de l'adresse

<sup>1</sup> Le fabricant indique sur le jouet son nom et son adresse ou un endroit principal où il peut être contacté ou, lorsque cela n'est pas possible, sur l'emballage ou dans un document accompagnant le jouet.

<sup>2</sup> L'importateur indique sur le jouet son nom et son adresse ou, lorsque cela n'est pas possible, sur l'emballage ou dans un document accompagnant le jouet.

<sup>3</sup> L'importateur veille à ce que les données du fabricant soient mentionnées avant la première mise sur le marché du jouet.

<sup>4</sup> Le distributeur s'assure que les données du fabricant et de l'importateur sont mentionnées avant la mise sur le marché du jouet.

## **Chapitre 4** Conformité

#### **Art. 8** Présomption de conformité

Les jouets conformes aux normes techniques figurant dans l'annexe 4 sont présumés conformes aux exigences visées à l'art. 43, al. 2 à 4, ODAIOUs, en ce qui concerne l'obligation générale de sécurité, et à l'annexe 2, en ce qui concerne les exigences particulières de sécurité.

**Art. 9** Evaluation de la sécurité

Avant de mettre un jouet sur le marché, le fabricant procède à une évaluation de la sécurité. Celle-ci comprend:

- a. une analyse des dangers de nature chimique, physique, mécanique, électrique, des risques d'inflammabilité, de radioactivité et en matière d'hygiène que le jouet peut présenter;
- b. une évaluation de l'exposition potentielle de l'utilisateur ou de tiers à ces dangers.

**Art. 10** Documentation technique

<sup>1</sup> Le fabricant établit une documentation technique relative au jouet et la conserve pendant une durée de dix ans à partir de la mise du jouet sur le marché. En cas de fabrication en série, le délai court à partir de la fabrication du dernier exemplaire.

<sup>2</sup> La documentation technique contient l'ensemble des données quant aux moyens utilisés par le fabricant pour garantir que les jouets satisfont aux exigences de sécurité visées à l'art. 43, al. 2 à 4, ODAIOUs, en ce qui concerne l'obligation générale de sécurité, et à l'annexe 2, en ce qui concerne les exigences particulières de sécurité, et notamment les documents énumérés à l'annexe 5.

<sup>3</sup> Sur demande de l'autorité d'exécution, le fabricant fournit, dans les trente jours, une traduction des parties pertinentes de la documentation technique dans une langue officielle en Suisse ou en anglais. Un délai plus court peut être fixé en raison d'un risque sérieux et immédiat.

<sup>4</sup> Si le fabricant ne respecte pas les obligations prévues aux al. 2 et 3, l'autorité d'exécution peut exiger de ce fabricant qu'un test soit effectué par un organisme d'évaluation de la conformité, aux frais de ce fabricant, dans un délai précis afin de vérifier le respect des normes techniques et des exigences essentielles de sécurité visées à l'art. 43, al. 2 à 4, ODAIOUs et des exigences particulières de sécurité visées à l'annexe 2.

<sup>5</sup> L'importateur s'assure que le fabricant a établi la documentation technique relative au produit avant la première mise sur le marché du jouet.

<sup>6</sup> Pendant une durée de dix ans à partir de la mise sur le marché du jouet ou du dernier exemplaire d'une fabrication en série, l'importateur s'assure que la documentation technique peut être fournie à l'autorité d'exécution, sur demande.

**Art. 11** Procédure d'évaluation de la conformité

<sup>1</sup> Avant d'être mis sur le marché, le jouet doit faire l'objet d'une évaluation de la conformité afin de démontrer qu'il satisfait aux exigences visées à l'art. 43, al. 2 à 4, ODAIOUs, en ce qui concerne l'obligation générale de sécurité, et à l'annexe 2, en ce qui concerne les exigences particulières de sécurité. Les procédures suivantes sont applicables: l'examen de type ou la procédure de contrôle interne de fabrication.

<sup>2</sup> Le jouet est soumis à un examen de type visé à l'art. 12, combiné à la procédure «Conformité au type» présentée dans le module C de l'annexe II de la décision n° 768/2008/CE<sup>3</sup>, dans les cas suivants:

- a. lorsque des normes techniques selon l'annexe 4 couvrant toutes les exigences de sécurité requises pour le jouet n'existent pas;
- b. lorsque les normes techniques visées à l'annexe 4 existent, mais que le fabricant ne les a pas appliquées ou seulement en partie;
- c. lorsque les normes techniques visées à l'annexe 4 ont été publiées assorties d'une restriction, ou
- d. lorsque le fabricant estime que la nature, la conception, la construction ou la destination du jouet nécessitent une vérification par un tiers.

<sup>3</sup> Dans tous les autres cas, la procédure de contrôle interne de fabrication figurant dans le module A de l'annexe II de la décision n° 768/2008/CE<sup>4</sup> peut être utilisée.

<sup>4</sup> Il incombe au fabricant de veiller à la réalisation d'une procédure d'évaluation de la conformité.

<sup>5</sup> L'importateur veille à ce que la procédure d'évaluation de conformité a été menée à bien.

## **Art. 12** Examen de type

<sup>1</sup> La demande d'examen de type est effectuée conformément à la procédure figurant dans le module B, paragraphe 3, à l'annexe II de la décision n° 768/2008/CE<sup>5</sup>. Elle comprend, en outre, une description du jouet ainsi que l'adresse du lieu de fabrication.

<sup>2</sup> L'examen de type est effectué de la manière décrite au module B, paragraphe 2, second tiret, de la décision n° 768/2008/CE<sup>6</sup>.

<sup>3</sup> Lorsqu'un organisme d'évaluation de la conformité effectue un examen de type, il analyse, le cas échéant, conjointement avec le fabricant, l'évaluation de la sécurité effectuée par celui-ci conformément à l'art. 9.

<sup>4</sup> La documentation technique et la correspondance se rapportant aux procédures de l'examen de type sont rédigées dans une langue officielle en Suisse ou dans une langue acceptée par l'organisme d'évaluation de la conformité.

## **Art. 13** Attestation d'examen de type

<sup>1</sup> L'attestation d'examen de type est émise conformément à la procédure figurant dans le module B, paragraphe 3, à l'annexe II de la décision n° 768/2008/CE<sup>7</sup>. Elle comprend, en outre:

<sup>3</sup> Décision n° 768/2008/CE du Parlement européen et du Conseil du 9 juillet 2008 relative à un cadre commun pour la commercialisation des produits et abrogeant la décision 93/465/CEE du Conseil; dans la version du JO L 218 du 13.8.2008, p. 82.

<sup>4</sup> Cf. note de bas de page concernant l'art. 11, al. 2.

<sup>5</sup> Cf. note de bas de page concernant l'art. 11, al. 2.

<sup>6</sup> Cf. note de bas de page concernant l'art. 11, al. 2.

- a. une référence à la présente ordonnance ou à la directive n° 2009/48/CE<sup>8</sup>;
- b. une photo en couleur et une description du jouet, notamment de ses dimensions, et
- c. une liste des essais effectués, accompagnée d'une référence au rapport
- d. d'essai correspondant.

<sup>2</sup> L'attestation d'examen de type est revue:

- a. si nécessaire, notamment en cas de modification du processus de fabrication, des matières premières ou des composants du jouet;
- b. en tout état de cause, tous les cinq ans.

<sup>3</sup> Si le jouet ne satisfait plus aux exigences essentielles de sécurité visées à l'art. 43, al. 2 à 4, ODAIOUs ni aux exigences particulières de sécurité visées à l'annexe 2, l'attestation de type est retirée.

#### **Art. 14** Déclaration de conformité

<sup>1</sup> Lorsque la procédure d'évaluation a démontré que le jouet respecte les exigences visées à l'art. 43, al. 2 à 4, ODAIOUs, en ce qui concerne l'obligation générale de sécurité, et à l'annexe 2, en ce qui concerne les exigences particulières de sécurité, le fabricant établit une déclaration de conformité.

<sup>2</sup> En établissant la déclaration de conformité, le fabricant assume la responsabilité de la conformité du jouet.

<sup>3</sup> La déclaration de conformité contient au minimum les éléments précisés à l'annexe 6 ainsi que ceux précisés dans les modules pertinents de l'annexe II de la décision n° 768/2008/CE<sup>9</sup>.

<sup>4</sup> Elle doit être rédigée dans une langue officielle en Suisse ou en anglais.

<sup>5</sup> Le fabricant la met à jour en permanence.

<sup>6</sup> Le fabricant conserve la déclaration de conformité pendant une durée de dix ans à partir de la mise du jouet sur le marché. En cas de fabrication en série, le délai court à partir de la fabrication du dernier exemplaire.

<sup>7</sup> Pendant une durée de dix ans à partir de la mise sur le marché du jouet ou du dernier exemplaire d'une production en série, l'importateur tient une copie de la déclaration de conformité à la disposition des autorités d'exécution.

#### **Art. 15** Fabrication en série

Le fabricant met en place des procédures garantissant que la fabrication en série reste également conforme aux exigences de la présente ordonnance. Il est dûment tenu compte des modifications de la conception ou des caractéristiques du jouet ainsi

<sup>7</sup> Cf. note de bas de page concernant l'art. 11, al. 2.

<sup>8</sup> Directive 2009/48/CE du Parlement et du Conseil du 18 juin 2009 relative à la sécurité des jouets; version du JO L 170 du 30.6.2009, p. 1.

<sup>9</sup> Cf. note de bas de page concernant l'art. 11, al. 2.

que des modifications des normes techniques par rapport auxquelles la conformité d'un jouet est déclarée.

#### **Art. 16** Stockage et transport

L'importateur et le distributeur s'assurent que les conditions de stockage ou de transport ne compromettent pas la conformité du jouet avec les exigences visées à l'art. 43, al. 2 à 4, ODAIOUs, en ce qui concerne l'obligation générale de sécurité, et à l'annexe 2, en ce qui concerne les exigences particulières de sécurité.

### **Chapitre 5 Mandataires**

#### **Art. 17**

<sup>1</sup> Un fabricant peut désigner, par mandat écrit, un mandataire.

<sup>2</sup> Le mandataire exécute les tâches spécifiées dans le mandat reçu du fabricant. Le mandat autorise le mandataire, au minimum:

- a. à tenir la déclaration de conformité et la documentation technique à la disposition de l'autorité d'exécution pendant une durée de dix ans à partir de la mise sur le marché du jouet ou du dernier exemplaire d'une fabrication en série;
- b. à la demande d'une autorité d'exécution, à lui communiquer toutes les informations et tous les documents nécessaires pour démontrer la conformité d'un jouet;
- c. à coopérer avec l'autorité d'exécution, à la demande de cette dernière, à toute mesure prise pour éliminer les risques présentés par les jouets couverts par le mandat.

<sup>3</sup> Dans tous les cas, le fabricant conserve l'entière responsabilité:

- a. de l'obligation que le jouet respecte les exigences essentielles de sécurité visées à l'art. 43, al. 2 à 4, ODAIOUs ainsi que les exigences particulières de sécurité visées à l'annexe 2, et
- b. de l'établissement de la documentation technique selon l'art. 10.

### **Chapitre 6 Autocontrôle**

#### **Art. 18** Surveillance du produit

<sup>1</sup> Les fabricants, les importateurs et les distributeurs qui considèrent, ou ont des raisons de croire, qu'un jouet qu'ils ont mis sur le marché n'est pas conforme aux dispositions applicables, prennent immédiatement les mesures correctives nécessaires pour le mettre en conformité et, au besoin, le retirer ou le rappeler.

<sup>2</sup> En outre, au cas où le jouet présente un risque, ils en informent immédiatement l'autorité d'exécution du canton dans lequel ils ont mis le jouet à disposition, en fournissant des précisions, notamment, sur la non-conformité et sur toute mesure corrective adoptée.

#### **Art. 19** Essais par sondage et examens

Lorsque cela est jugé approprié eu égard aux risques présentés par un jouet et nécessaire pour protéger la santé et assurer la sécurité des consommateurs, le fabricant et l'importateur

- a. effectue des essais par sondage sur les jouets commercialisés et examine les réclamations;
- b. tient un registre de celles-ci, des jouets non conformes et rappelés, et
- c. informe les distributeurs de ce suivi.

#### **Art. 20** Traçabilité

<sup>1</sup> L'importateur et le distributeur communiquent aux autorités d'exécution les coordonnées de ceux qui leur fournissent des jouets.

<sup>2</sup> Le fabricant et l'importateur communiquent aux autorités d'exécution les coordonnées de ceux à qui ils fournissent les jouets.

<sup>3</sup> Le fabricant, l'importateur et le distributeur doivent être en mesure de fournir aux autorités d'exécution les informations pendant une durée de dix ans. Ce délai débute à partir de la date de mise du jouet sur le marché dans le cas du fabricant, et à partir de la date où le jouet leur a été fourni, dans le cas de l'importateur et du distributeur.

<sup>4</sup> En cas de fabrication en série, le délai court, pour le fabricant, à partir de la fabrication du dernier exemplaire.

## **Chapitre 7 Organismes d'évaluation de la conformité**

#### **Art. 21**

<sup>1</sup> Les organismes d'évaluation de la conformité doivent être:

- a. accrédités conformément à l'ordonnance du 17 juin 1996 sur l'accréditation et la désignation<sup>10</sup>;
- b. reconnus par la Suisse en vertu d'accords internationaux, ou
- c. habilités à quelque autre titre par le droit suisse.

<sup>2</sup> Quiconque se fonde sur des documents émanant d'un organisme ne répondant pas aux critères de l'al. 1 doit rendre vraisemblable que les qualifications et les procédures d'évaluation dudit organisme satisfont aux exigences suisses conformément à

<sup>10</sup> RS 946.512

l'art. 18, al. 2, de la loi fédérale du 6 octobre 1995 sur les entraves techniques au commerce<sup>11</sup>.

## Chapitre 8 Collaboration avec l'autorité d'exécution

### Art. 22

Le fabricant, le mandataire, l'importateur ou le distributeur:

- a. communiquent à l'autorité d'exécution, à la demande de cette dernière, toutes les informations et tous les documents nécessaires pour démontrer la conformité du jouet, dans une langue officielle en Suisse ou en anglais;
- b. coopèrent, à la demande de cette autorité, à toute mesure prise pour éliminer les risques présentés par des jouets qu'ils ont mis sur le marché.

## Chapitre 9 Adaptation des annexes

### Art. 23

Au besoin, l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) adapte les annexes, à savoir:

- a. il adapte les annexes 1 à 3, 5 et 6 à la directive 2009/48/CE<sup>12</sup>;
- b. il adapte l'annexe 4, si possible, aux normes internationales harmonisées.

## Chapitre 10 Dispositions finales

### Art. 24 Abrogation du droit en vigueur

L'ordonnance du 27 mars 2002 sur la sécurité des jouets<sup>13</sup> est abrogée.

### Art. 25 Dispositions transitoires

<sup>1</sup> Les jouets qui ne sont pas conformes aux exigences de la présente ordonnance peuvent encore être fabriqués, étiquetés et importés selon l'ancien droit jusqu'au ... (6 mois après l'entrée en vigueur). Ils peuvent encore être remis selon l'ancien droit jusqu'au 20 juillet 2013.

<sup>2</sup> Les jouets qui ne satisfont pas aux exigences concernant les propriétés chimiques selon l'annexe 2, ch. 3, peuvent encore être fabriqués, étiquetés, importés et remis selon l'ancien droit jusqu'au 20 juillet 2013.

<sup>11</sup> RS **946.51**

<sup>12</sup> Cf. note de bas de page concernant l'art. 13, al. 1, let. a.

<sup>13</sup> RO **2002** 1082

**Art. 26**      Entrée en vigueur

La présente ordonnance entre en vigueur le ....

...

Département fédéral de l'intérieur:

Didier Burkhalter

*Annexe I*  
(art. 1, al. 2. let. a)

## Listes des objets usuels auxquels la présente ordonnance ne s'applique pas

### **I Objets usuels qui ne sont pas considérés comme jouets au sens de l'art. 43, al. 1, ODAIOUs**

1. Objets décoratifs servant aux fêtes et célébrations.
2. Produits destinés à des collectionneurs, à condition que le produit ou son emballage indique de façon visible et lisible qu'il est destiné aux collectionneurs âgés d'au moins 14 ans. Exemples de produits appartenant à cette catégorie:
  - a) modèles réduits à l'identique, construits à l'échelle en détail;
  - b) coffrets d'assemblage de modèles réduits à l'identique, construits à l'échelle en détail;poupées folkloriques et décoratives et autres articles similaires;  
répliques historiques de jouets;  
reproductions d'armes à feu réelles.
3. Équipements sportifs (y compris les patins à roulettes, les patins en ligne et les planches à roulettes) destinés aux enfants pesant plus de 20 kg.
4. Les bicyclettes ayant une hauteur de selle maximale supérieure à 435 mm, distance mesurée à la verticale entre le sol et la surface supérieure de la selle, cette dernière se trouvant en position horizontale et réglée sur la position la plus basse.
5. Trotinettes et autres moyens de transport conçus pour le sport ou qui sont destinés à être utilisés à des fins de déplacement sur les voies et les sentiers publics.
6. Véhicules électriques destinés à être utilisés pour les déplacements sur les voies et les sentiers publics, ou sur leurs trottoirs.
7. Équipements nautiques destinés à être utilisés dans des eaux profondes et dispositifs pour apprendre à nager destinés aux enfants, tels que les sièges de natation et les aides à la natation.
8. Puzzles de plus de 500 pièces.
9. Armes et pistolets à air comprimé, à l'exception des pistolets à eau et revolvers à eau, et arcs à flèches d'une longueur supérieure à 120 cm.
10. Feux d'artifice, y compris amorces à percussion qui ne sont pas spécialement conçues pour des jouets.  
Produits et jeux comprenant des projectiles à pointe acérée, tels que les jeux de fléchettes à pointe métallique.

Produits éducatifs fonctionnels, tels que les fours électriques, fers électriques et autres produits fonctionnels alimentés par une tension nominale supérieure à 24 volts et vendus exclusivement pour être employés à des fins éducatives, sous la surveillance d'un adulte.

13. Produits destinés à être utilisés dans les écoles à des fins d'enseignement et dans d'autres contextes pédagogiques, sous la surveillance d'un instructeur adulte, tels que les équipements scientifiques.
14. Équipements électroniques, tels que les ordinateurs personnels et les consoles de jeu, servant à utiliser des logiciels interactifs et les périphériques associés, à moins que ces équipements électroniques ou les périphériques associés ne soient spécifiquement conçus pour les enfants et destinés à ceux-ci, et aient une valeur ludique, tels que les ordinateurs personnels, claviers, manettes de jeu ou volants spécialement conçus.
15. Logiciels interactifs destinés aux loisirs et aux divertissements, tels que les jeux électroniques, et leurs supports de mémoire, tels que les disques compacts.
16. Sucettes de puériculture.
17. Luminaires attrayants pour les enfants.
18. Transformateurs électriques pour jouets.
19. Accessoires de mode pour enfants, non destinés à être utilisés à des fins de jeu.

## **II Jouets au sens de l'art. 43, al. 1, ODAIOUs auxquels la présente ordonnance ne s'applique pas**

1. Equipements pour aires collectives de jeu destinées à une utilisation publique
2. Machines de jeu automatiques, à pièces ou non, destinées à une utilisation publique
3. Véhicules de jeu équipés de moteurs à combustion
4. Jouets machine à vapeur
5. Frondes et lance-pierres

## **Exigences de sécurité particulières pour les jouets**

### **1. Propriétés physiques et mécaniques**

1. Les jouets et leurs pièces, ainsi que leurs fixations dans le cas de jouets montés, doivent avoir la résistance mécanique et, le cas échéant, la stabilité requises. Ils doivent résister aux contraintes auxquelles ils sont soumis lors de leur utilisation sans risque de provoquer des blessures par rupture ou déformation.
2. Les arêtes, saillies, cordes, câbles et fixations accessibles des jouets doivent être conçus et fabriqués de manière à réduire, dans la mesure du possible, les risques de blessure lors d'un contact.
3. Les jouets doivent être conçus et fabriqués de manière à ne présenter aucun risque ou seulement les risques minimaux inhérents à l'utilisation du jouet, du fait du mouvement de leurs pièces.
4. Eviter les risques d'étranglement et d'asphyxie:
  - a. Les jouets et leurs pièces doivent être conçus et fabriqués de manière à exclure tout risque d'étranglement.
  - b. Les jouets et leurs pièces doivent être conçus et fabriqués de manière à éviter tout risque d'asphyxie par obstruction externe des voies respiratoires par la bouche et le nez.
  - c. Les jouets et leurs pièces doivent être d'une dimension telle qu'ils ne peuvent pas rester coincés dans la bouche ou le pharynx, ou à l'entrée des voies respiratoires inférieures, de manière à exclure tout risque d'asphyxie par obstruction interne des voies respiratoires.
  - d. Les jouets qui sont manifestement destinés aux enfants de moins de 36 mois, leurs éléments et leurs pièces détachables, doivent être de dimension suffisante pour empêcher leur ingestion ou leur inhalation. Cela s'applique également aux autres jouets destinés à être mis en bouche, ainsi qu'à leurs éléments et leurs pièces détachables.
  - e. Les emballages dans lesquels les jouets sont contenus pour la vente au détail doivent être conçus et fabriqués de manière à exclure tout risque d'étranglement ou d'asphyxie par obstruction externe des voies respiratoires par la bouche et le nez.
  - f. Les jouets présents dans des denrées alimentaires ou mélangés à des denrées alimentaires doivent avoir leur propre emballage. Cet emballage doit être de dimension suffisante pour empêcher son ingestion ou son inhalation.
  - g. Les emballages de jouets, visés aux let. e et f, sphériques, ovoïdes ou ellipsoïdes, et toutes pièces détachables de ceux-ci, ou d'emballages cylindriques aux extrémités arrondies, doivent être d'une dimension suffi-

sante pour empêcher leur ingestion ou leur inhalation et telle qu'ils ne peuvent pas rester coincés dans la bouche ou le pharynx, ou à l'entrée des voies respiratoires inférieures, de manière à exclure tout risque d'asphyxie par obstruction interne des voies respiratoires.

- h. Il est interdit d'emballer un jouet avec une denrée alimentaire, de sorte que le jouet ne soit accessible qu'après avoir consommé l'aliment. Les parties de jouets qui, d'une autre manière, font corps avec un produit alimentaire doivent satisfaire aux exigences énoncées aux let. c et d.
5. Les jouets aquatiques doivent être conçus et fabriqués de façon à réduire, dans la mesure du possible, et compte tenu de l'usage préconisé, tout risque de perte de flottabilité du jouet et de sa capacité à maintenir l'enfant hors de l'eau.
6. Les jouets dans lesquels on peut pénétrer et qui constituent un espace clos doivent posséder un moyen de sortie que les utilisateurs auxquels le jouet est destiné peuvent facilement actionner de l'intérieur.
7. Les jouets conçus pour être utilisés en tant que moyens de locomotion doivent, dans la mesure du possible, comporter un système de freinage adapté au type de jouet et en rapport avec l'énergie cinétique générée par le jouet. Ce système doit pouvoir être facilement actionné par l'utilisateur. Cette action ne doit présenter aucun risque d'éjection ou de chute ni de risque de blessures pour l'utilisateur ou pour des tiers.  

La vitesse nominale (vitesse de fonctionnement normale déterminée par la conception du jouet) des jouets porteurs électriques doit être limitée de manière à réduire, dans la mesure du possible, le risque de blessures.
8. La forme et la composition des projectiles ainsi que l'énergie cinétique qu'ils peuvent générer lors de leur lancement par un jouet conçu à cette fin doivent être telles qu'elles excluent tout risque de blessures pour l'utilisateur ou pour des tiers, compte tenu de la nature du jouet.
9. Les jouets doivent être fabriqués de manière à garantir:
  - a. que les températures maximale et minimale de toute surface accessible ne causent pas de blessures lors d'un contact, et
  - b. que les liquides, vapeurs et gaz contenus dans le jouet n'atteignent pas des températures ou pressions telles que leur échappement, pour autant qu'il soit indispensable au bon fonctionnement du jouet, soit susceptible de provoquer des brûlures ou autres blessures.
10. Les jouets conçus pour émettre un son doivent être conçus et fabriqués de manière à ce que les valeurs maximales que peuvent atteindre les impulsions sonores et les sons prolongés n'endommagent pas l'ouïe des enfants.
11. Les jouets d'activités doivent être fabriqués de manière à réduire, dans la mesure du possible:
  - a. le risque que des parties du corps soient écrasées ou coincées;
  - b. le risque qu'un vêtement soit happé;
  - c. le risque de chute et d'impact;

d. le risque de noyade.

En outre, toute surface des jouets d'activités accessible à un ou plusieurs enfants doit être conçue de manière à supporter leur charge.

## 2. Inflammabilité

1. Les jouets ne doivent pas constituer un élément inflammable dangereux dans l'environnement de l'enfant. Ils doivent, par conséquent, se composer de matériaux remplissant une ou plusieurs des conditions suivantes:
  - a. ne pas brûler sous l'action directe d'une flamme, d'une étincelle ou de toute autre source potentielle d'incendie.
  - b. être difficilement inflammables (la flamme s'éteint dès qu'il n'y a plus de cause d'incendie).
  - c. s'ils s'enflamment, brûler lentement de manière à présenter une faible vitesse de propagation de la flamme.
  - d. être conçus, quelle que soit la composition chimique du jouet, de manière à en retarder mécaniquement la calcination (processus de combustion).

Ces matériaux combustibles ne doivent pas constituer un risque de propagation du feu aux autres matériaux utilisés dans le jouet.

2. Les jouets qui, pour des raisons indispensables à leur fonctionnement, contiennent des substances ou des mélanges répondant aux critères de classification énoncés à la section 1 de l'appendice B de la directive 2009/48/CE<sup>14</sup> ne doivent pas contenir des substances ou des mélanges qui puissent devenir inflammables à la suite de la perte de composants volatils non inflammables. Ces substances et mélanges indispensables au fonctionnement peuvent notamment être employés dans des matériaux et équipements pour des expériences chimiques, l'assemblage de maquettes, les moulages plastiques ou céramiques, l'émaillage, la photographie ou des activités similaires.
3. Les jouets autres que les amorces à percussion pour jouets ne doivent pas être explosifs ni contenir d'éléments ou de substances susceptibles d'exploser lorsqu'ils sont utilisés conformément à la destination du jouet ou à l'usage prévisible, en tenant compte du comportement usuel d'un enfant.
4. Les jouets, et notamment les jeux et les jouets chimiques, ne doivent pas contenir des substances ou des mélanges qui:
  - a. lorsqu'ils sont associés, sont susceptibles d'exploser, par réaction chimique ou par échauffement;
  - b. sont susceptibles d'exploser lorsqu'ils sont mélangés avec des substances oxydantes, ou
  - c. contiennent des composants volatils inflammables dans l'air et susceptibles de former des mélanges vapeur/air inflammables ou explosifs.

<sup>14</sup> Cf. note de bas de page concernant l'art. 13, al. 1, let. a.

### 3. Propriétés chimiques

1. Les jouets doivent être conçus et fabriqués de manière à ne présenter aucun risque d'effet nuisible sur la santé humaine dû à l'exposition à des substances ou mélanges chimiques qui entrent dans la composition des jouets lorsqu'ils sont utilisés conformément à la destination du jouet ou à l'usage prévisible, en tenant compte du comportement usuel d'un enfant.
2. Les jouets qui sont eux-mêmes des substances ou des mélanges doivent également se conformer à l'OChim en ce qui concerne la classification, l'emballage et l'étiquetage de certains mélanges et substances, pour autant que celle-ci soit applicable.
3. Les substances classées comme étant cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction (CMR), de catégorie 1A, 1B ou 2 conformément au règlement (CE) n° 1272/2008<sup>15</sup> ne doivent pas être utilisées dans les jouets.
4. Les dérogations au ch. 3 sont régies par l'annexe II, ch. III, paragraphes 4 et 5, de la directive 2009/48/CE<sup>16</sup>.

Les ch. 3 et 4 ne s'appliquent pas au nickel contenu dans l'acier inoxydable.

5. L'art. 2, al. 1 et 2, de l'ordonnance du 23 novembre 2005 sur les objets destinés à entrer en contact avec le corps humain<sup>17</sup> s'applique aux jouets contenant des parties nickelées qui sont en contact direct et prolongé avec la peau.
6. Les ch. 3 et 4 ne s'appliquent pas aux matériaux couverts par les dispositions du règlement (CE) n° 1935/2004<sup>18</sup> ainsi que par les mesures spécifiques afférentes, qui respectent lesdites dispositions.
7. En dérogation aux ch. 3 et 4, les valeurs limites de migration des nitrosamines et des substances nitrosables dans les jouets destinés à des enfants de moins de 36 mois et dans les autres jouets destinés à être mis en bouche, sont les suivantes:
  - pour les nitrosamines: 0,05 mg/kg;
  - pour les substances nitrosables: 1 mg/kg.
8. Les jouets cosmétiques, tels que les cosmétiques pour poupées, doivent être conformes aux exigences de l'ordonnance du DFI du 23 novembre 2005 sur les cosmétiques (OCos)<sup>19</sup>.

<sup>15</sup> Règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement (CE) 1907/2006, version du JO L353 du 31.12.2008, p. 1; modifié en dernier lieu par le règlement (UE) 286/2011, version du JO L 83 du 30.3.2011, p. 1).

<sup>16</sup> Cf. note de bas de page concernant l'art. 13, al. 1, let. a.

<sup>17</sup> RS 817.023.41

<sup>18</sup> Règlement (CE) n° 1935/2004 du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 2004 concernant les matériaux et objets destinés à entrer en contact avec des denrées alimentaires et abrogeant les directives 80/590/CEE et 89/109/CEE. Version du JO L 338 du 13.11.2004, p. 4.

<sup>19</sup> RS 817.023.31

9. a. Les jouets ne contiennent pas les substances parfumantes allergisantes ci-après. Toutefois, la présence de traces de ces substances parfumantes est tolérée, à condition qu'elle soit techniquement inévitable dans les bonnes pratiques de fabrication et qu'elle ne dépasse pas 100 mg/kg.

N°	Substance parfumante allergisante	Numéro CAS <sup>20</sup>
(1)	Huile de racine d'aunée ( <i>Inula helenium</i> )	97676-35-2
(2)	Allylisothiocyanate	57-06-7
(3)	Cyanure de benzyle	140-29-4
(4)	4-tert-butylphenol	98-54-4
(5)	Huile de chénopode	8006-99-3
(6)	Alcool de cyclamen	4756-19-8
(7)	Maléate diéthylique	141-05-9
(8)	Dihydrocoumarine	119-84-6
(9)	2,4-dihydroxy-3-méthylbenzaldéhyde	6248-20-0
(10)	3,7-diméthyle-2-octen-1-ol (6,7-dihydrogéraniol)	40607-48-5
(11)	4,6-diméthyle-8-tert-butylcoumarine	17874-34-9
(12)	Citraconate de diméthyle	617-54-9
(13)	7,11-diméthyle-4,6,10-dodécatrien-3-one	26651-96-7
(14)	6,10-diméthyle-3,5,9-undécatrien-2-one	141-10-6
(15)	Diphénylamine	122-39-4
(16)	Acrylate d'éthyle	140-88-5
(17)	Feuille de figuier, fraîche et préparations	68916-52-9
(18)	trans-2-Hepténal	18829-55-5
(19)	trans-2-Hexénal diéthyle acétal	67746-30-9
(20)	trans-2-Hexénal diméthyle acétal	18318-83-7
(21)	Alcool hydroabiétylique	13393-93-6
(22)	4-éthoxy-phénol	622-62-8

<sup>20</sup> Chemical Abstract Service (CAS)

(23)	6-décahydro - 6 - isopropyl - 2 - naphтол	34131-99-2
(24)	7-Méthoxycoumarine	531-59-9
(25)	4-Méthoxyphénol	150-76-5
(26)	4-(3-méthoxyphényl)-3-butane-2-one	943-88-4
(27)	1-(p-méthoxyphényl)-1-pentène-3-one	104-27-8
(28)	Méthyl trans-2-buténoate	623-43-8
(29)	Méthyl-6-coumarine	92-48-8
(30)	Méthyl-7-coumarine	2445-83-2
(31)	Méthyl-5-2, 3 – hexanédone	13706-86-0
(32)	Huile de racine de costus ( <i>Saussurea lappa Clarke</i> )	8023-88-9
(33)	7-Ethoxy-4-méthylcoumarine	87-05-8
(34)	Hexahydrocoumarine	700-82-3
(35)	Baume du Pérou, brut (Exsudation de <i>Myroxylon Pereirae Klotzsch</i> )	8007-00-9
(36)	2 - pentylidène-cyclohexanone	25677-40-1
(37)	3,6,10-triméthyl-3,5,9-undécatrien-2-one	1117-41-5
(38)	Huile de verbena ( <i>Lippia citriodora Kunth</i> ).	8024-12-2
(39)	Musk ambrette (4-ter-Butyl-3-méthoxy-2,6-dinitrotoluène)	83-66-9
(40)	4-Phényl-3-buten-2-one	122-57-6
(41)	Amyl cinnamal	122-40-7
(42)	Amylcinnamyl alcool	101-85-9
(43)	Alcool de benzyle	100-51-6
(44)	Salicylate de benzyle	118-58-1
(45)	Cinnamyl alcool	104-54-1
(46)	Cinnamal	104-55-2
(47)	Citral	5392-40-5
(48)	Coumarine	91-64-5

(49)	Eugenol	97-53-0
(50)	Géraniol	106-24-1
(51)	Hydroxy-citronellal	107-75-5
(52)	Hydroxy-methylpentylcyclohexenecarboxaldehyde	31906-04-4
(53)	Isoeugenol	97-54-1
(54)	Extraits de mousse de chêne	90028-68-5
(55)	Extraits de mousse d'arbre	90028-67-4

9. b. Les substances parfumantes allergisantes ci-après doivent être indiquées sur le jouet, sur une étiquette jointe ou sur un feuillet d'accompagnement, si elles ont été ajoutées aux jouets à des concentrations dépassant 100 mg/kg du jouet ou des pièces de celui-ci.

N°	Substance parfumante allergisante	Numéro CAS
(1)	Alcool anisique	105-13-5
(2)	Benzoate de benzyle	120-51-4
(3)	Cinnamate de benzyle	103-41-3
(4)	Citronellol	106-22-9
(5)	Farnesol	4602-84-0
(6)	Hexylcinnamaldéhyde	101-86-0
(7)	Lilial	80-54-6
(8)	d-Limonene	5989-27-5
(9)	Linalol	78-70-6
(10)	Methyl heptine carbonate	111-12-6
(11)	3-méthyl-4-(2,6,6-tri-méthyl-2-cyclohexène-1-yl)-3-butène-2-one	127-51-5

10. Les substances parfumantes visées aux points 41 à 55 de la liste figurant au ch. 9, let. a, et celles visées aux points 1 à 11, ch. 9, let. b, peuvent être utilisées dans les jeux de table olfactifs, les ensembles cosmétiques et les jeux gustatifs à condition que:
- ces substances parfumantes soient clairement étiquetées et que l'emballage soit muni de l'avertissement prévu à l'annexe 3, partie B, ch. 10;
  - les produits que l'enfant peut fabriquer conformément au mode d'emploi soient conformes aux exigences de l'OCos, et

- c. ces substances parfumantes soient conformes aux dispositions régissant les arômes dans les denrées alimentaires.

Les jeux olfactifs, ensembles cosmétiques et jeux gustatifs ne peuvent être utilisés par des enfants de moins de 36 mois. Ces types de jouets doivent être munis d'un des avertissements visés à l'annexe 3, partie B, ch. 1.

11. En dérogation aux ch. 3 et 4, les limites ci-après ne doivent pas être dépassées lors de l'essai de migration sur les jouets ou composants de jouets :

Elément ou liaison	mg/kg de matière de jouet sèche, friable, poudreuse ou souple	mg/kg de matière de jouet liquide ou collante	mg/kg de matière grattée du jouet
Aluminium	5625	1406	70000
Antimoine	45	11,3	560
Arsenic	3,8	0,9	47
Baryum	4500	1125	56000
Bore	1200	300	15000
Cadmium	1,9	0,5	23
Chrome <sup>(3+)</sup>	37,5	9,4	460
Chrome <sup>(6+)</sup>	0,02	0,005	0,2
Cobalt	10,5	2,6	130
Cuivre	622,5	156	7700
Plomb	13,5	3,4	160
Manganèse	1200	300	15000
Mercuré	7,5	1,9	94
Nickel	75	18,8	930
Sélénium	37,5	9,4	460
Strontium	4500	1125	56000
Etain	15000	3750	180000
Etain organique	0,9	0,2	12
Zinc	3750	938	46000

Ces valeurs limites ne s'appliquent pas aux jouets ou composants de jouets qui, en raison de leur accessibilité, de leur fonction, de leur volume ou de leur masse, excluent tout danger par succion, léchage, ingestion ou contact prolongé avec la peau, lorsqu'ils sont utilisés conformément à la destination du jouet ou à l'usage prévisible, en tenant compte du comportement usuel d'un enfant.

12. En dérogation aux ch. 1a, 2 et 3, les jouets ne peuvent contenir plus de 0,1% masse (valeur limite totale) des esters phtaliques (plastifiants) suivants: di-(2-éthylhexyl)phtalate (DEHP<sup>21</sup>), dibutylphtalate (DBP<sup>22</sup>) et butylbenzylphtalate (BBP<sup>23</sup>). Les jouets qui peuvent être mis en bouche par les enfants ne peuvent contenir plus de 0,1% masse (valeur limite totale) des esters phtaliques (plastifiants) suivants: di-isononylphtalate (DINP<sup>24</sup>), diisodecylphtalate (DIDP<sup>25</sup>) et di-n-octylphtalate (DNOP<sup>26</sup>).
13. Les jouets ou les éléments de jouets ne doivent pas contenir plus de 5 mg/kg de benzène libre.
14. Si des mesures urgentes s'imposent au nom de la protection de la santé, l'Office fédéral de la santé publique peut donner aux autorités cantonales d'exécution des instructions sur les restrictions d'utilisation d'autres substances dans le jouet, dans l'attente d'une modification de la présente ordonnance par le Département fédéral de l'intérieur. Ces instructions sont publiées dans la Feuille officielle suisse du commerce.

#### 4. Propriétés électriques

1. Les jouets et leurs pièces accessibles sont alimentés par une tension qui n'excède pas 24 volts de courant continu ou l'équivalent en courant alternatif.  
Les voltages internes n'excèdent pas 24 volts de courant direct ou l'équivalent en courant alternatif, à moins que ne soit garanti que la combinaison voltage et ampérage ne comporte aucun risque ou ne peut produire aucun choc électrique nuisible, même si le jouet est cassé.
2. Les pièces des jouets reliées à une source d'électricité pouvant provoquer un choc électrique, ou susceptibles d'être en contact avec une source d'électricité, ainsi que les câbles ou autres fils conducteurs par lesquels l'électricité est conduite au jouet doivent être bien isolés et mécaniquement protégés afin de prévenir le risque d'un tel choc.
3. Les jouets électriques doivent être conçus et fabriqués de manière à garantir que les températures maximales atteintes par toutes les surfaces directement accessibles ne causent pas de brûlures.
4. Lors de pannes prévisibles, les jouets doivent fournir une protection contre les risques liés à l'électricité résultant d'une source d'énergie électrique.
5. Les jouets doivent assurer une protection adéquate contre les risques d'incendie.

<sup>21</sup> N° CAS 117-81-7; European Inventory of Existing Commercial Chemical Substances (Einecs) n° 204-211-0

<sup>22</sup> N° CAS 84-74-2; n° Einecs 201-557-4

<sup>23</sup> N° CAS 85-68-7; n° Einecs 201-622-7

<sup>24</sup> N° CAS 28553-12-0 et 68515-48-0; n° Einecs 249-079-5 et 271-090-9

<sup>25</sup> N° CAS 26761-40-0 et 68515-49-1; n° Einecs 247-977-1 et 271-091-4

<sup>26</sup> N° CAS 117-84-0; n° Einecs 204-214-7

6. Les jouets électriques doivent être conçus et fabriqués de telle sorte que les champs électriques, magnétiques et électromagnétiques et les autres radiations générées par le matériel soient limités à ce qui est nécessaire pour le fonctionnement du jouet; en outre, lors de l'utilisation du jouet, un niveau de sécurité correspondant à l'état généralement reconnu de la technique et conforme aux dispositions applicables doit être maintenu.
7. Les jouets dotés d'un système de commande électronique doivent être conçus et fabriqués de manière à fonctionner en toute sécurité, même en cas de dysfonctionnement ou de panne du système de commande, y compris dé-coulant d'un facteur extérieur.
8. Les jouets doivent être conçus et fabriqués de manière à ne présenter aucun risque pour la santé et aucun risque de blessures aux yeux ou à la peau par des lasers, des diodes électroluminescentes ou toute autre radiation.
9. Le transformateur électrique pour jouets ne fait pas partie intégrante du jouet.

## 5. Hygiène

1. Les jouets doivent être conçus et fabriqués de façon à satisfaire aux conditions d'hygiène et de propreté afin d'éviter tout risque d'infection, de maladie ou de contamination.
2. Les jouets destinés à l'usage d'enfants de moins de 36 mois doivent être conçus et fabriqués de manière à pouvoir être nettoyés. Les jouets en textile sont lavables, sauf s'ils contiennent un mécanisme susceptible d'être endommagé au lavage à grandes eaux. Les jouets doivent continuer de remplir les conditions de sécurité après le nettoyage conformément aux consignes du fabricant.

## 6. Radioactivité

Les jouets ne doivent contenir ni éléments ni substances radioactives sous des formes ou dans des proportions susceptibles de nuire à la santé des enfants. Pour le reste, les dispositions de l'ordonnance du 22 juin 1994 sur la radioprotection<sup>27</sup> s'appliquent.

<sup>27</sup> RS 814.501

## Avertissements

### Partie A

#### Avertissements généraux

Si cela est nécessaire pour assurer une utilisation sûre, les avertissements spécifient les limites d'utilisation appropriées, p. ex.:

- âge minimum ou maximum de l'utilisateur
- poids minimum ou maximum de l'utilisateur
- aptitudes de l'utilisateur
- remarque sur la nécessité de veiller à ce que le jouet soit utilisé sous la surveillance d'un adulte.

### Partie B

#### Avertissements spécifiques et indications des précautions d'emploi pour certaines catégories de jouets

##### 1. Jouets non destinés à l'usage d'enfants de moins de 36 mois

Les jouets qui sont susceptibles de présenter un danger pour les enfants de moins de 36 mois sont munis d'un avertissement, tel que: «Attention! Ne convient pas aux enfants de moins de 36 mois» ou «Attention! Ne convient pas aux enfants de moins de trois ans», ou sous la forme du graphique suivant:

Attention.



Cet avertissement s'accompagne d'une brève indication sur le danger précis justifiant cette précaution. Cette indication complémentaire peut également figurer dans la notice d'emploi.

Le présent chiffre ne s'applique pas aux jouets qui, en raison de leurs fonctions, dimensions, caractéristiques, propriétés ou autres éléments probants, ne sont manifestement pas susceptibles d'être destinés aux enfants de moins de 36 mois.

## 2. Jouets d'activité

Les jouets d'activité sont munis de l'avertissement suivant:

«Attention! Réservé à un usage privé».

Les jouets d'activité attachés à une traverse et, le cas échéant, d'autres jouets d'activité sont accompagnés d'une notice d'emploi attirant l'attention sur la nécessité d'effectuer des contrôles et des entretiens périodiques de leurs parties les plus importantes (suspensions, attaches, fixation au sol, etc.) et précisant que, en cas d'omission de ces contrôles, le jouet pourrait présenter des risques de chute ou de renversement.

Des instructions sur la façon correcte de les assembler doivent également être fournies avec le jouet. Elles indiquent les parties qui peuvent présenter des dangers si l'assemblage n'est pas correct ainsi que des informations précises sur la surface appropriée sur laquelle placer le jouet.

## 3. Jouets fonctionnels

Les jouets fonctionnels sont munis de l'avertissement suivant:

«Attention! À utiliser sous la surveillance d'un adulte».

La notice d'emploi des jouets fonctionnels décrit les précautions à suivre lors de l'utilisation. Elle mentionne les dangers auxquels s'expose l'utilisateur s'il ne respecte pas lesdites précautions. La notice précise ces dangers. Il s'agit, en règle générale, des dangers potentiels inhérents à l'appareil ou au produit dont le jouet constitue un modèle réduit ou une imitation. Il faut également indiquer que le jouet doit être maintenu hors de la portée d'enfants d'un certain âge. Le fabricant précise l'âge en question.

## 4. Jouets chimiques

L'emballage des jouets chimiques est muni de l'avertissement suivant:

«Attention! Ne convient pas aux enfants de moins de moins de... ans<sup>28</sup>. À utiliser sous la surveillance d'un adulte».

La notice d'emploi des jouets contenant des substances ou mélanges dangereux porte l'indication du caractère dangereux de ceux-ci. Elle décrit les précautions à prendre lors de l'utilisation. Elle mentionne les dangers auxquels s'expose l'utilisateur s'il ne respecte pas lesdites précautions. La notice précise ces dangers de manière concise. Doivent également être mentionnés les soins de première urgence à donner en cas d'accidents graves qui peuvent survenir lors de l'utilisation de ce type de jouets. Il faut également indiquer

<sup>28</sup> Age à préciser par le fabricant.

que ces jouets doivent être maintenus hors de la portée d'enfants d'un certain âge. Le fabricant précise l'âge en question.

Les dispositions prévues par l'Ochim<sup>29</sup> applicables à la classification, l'emballage et l'étiquetage de certains mélanges et substances dangereux sont réservées.

Sont notamment considérés comme «jouets chimiques» les boîtes d'inclusion plastique, les ateliers miniatures de céramiste, émailleur, photographie et jouets analogues qui, en cours d'utilisation, provoquent une réaction chimique ou une modification analogue de la substance.

#### **5. Patins, patins à roulettes, patins en ligne, planches à roulettes, scooters et bicyclettes pour enfants**

Ces jouets, s'ils sont présentés à la vente comme jouets, sont munis des avertissements suivants:

«Attention! À utiliser avec équipement de protection. Ne pas utiliser sur la voie publique».

En outre, la notice d'emploi rappelle que l'utilisation du jouet doit se faire avec prudence, étant donné qu'elle exige beaucoup d'adresse, afin d'éviter des accidents, par chutes ou collisions, de l'utilisateur et des tiers. Des indications concernant l'équipement de protection conseillé (casques, gants, genouillères, coudières, etc.) doivent également être données.

#### **6. Jouets aquatiques**

Les jouets aquatiques sont munis de l'avertissement suivant:

«Attention! À n'utiliser qu'en eau où l'enfant a pied et sous la surveillance d'un adulte».

#### **7. Jouets contenus dans les denrées alimentaires**

L'emballage des jouets contenus dans les denrées alimentaires ou qui y sont mélangés est muni de l'avertissement suivant:

«Attention! Contient un jouet. La surveillance d'un adulte est recommandée».

#### **8. Imitations de masques protecteurs et de casques**

Les imitations de masques protecteurs et de casques sont munies de l'avertissement suivant:

«Attention! Ce jouet n'assure pas une protection.».

#### **9. Jouets destinés à être suspendus au-dessus d'un berceau, d'un parc ou d'une poussette au moyen de fils, de cordes, d'élastiques ou de courroies**

<sup>29</sup> RS 813.11

Les jouets destinés à être suspendus au-dessus d'un berceau, d'un parc ou d'une poussette au moyen de fils, de cordes, d'élastiques ou de courroies, sont munis de l'avertissement suivant:

«Afin d'éviter tout risque d'étranglement, ôter le jouet dès que l'enfant tente de se mettre à quatre pattes ou de ramper».

L'avertissement est indiqué sur l'emballage et de manière permanente sur le jouet.

**10. Emballage des substances parfumantes contenues dans les jeux de table olfactifs, les ensembles cosmétiques et les jouets gustatifs**

L'emballage des substances parfumantes contenues dans les jeux de table olfactifs, les ensembles cosmétiques et les jeux gustatifs contenant les substances parfumantes visées aux points 41 à 55 de la liste figurant à l'annexe 3, ch. 3, n° 11, let. a, et les substances parfumantes visées aux points 1 à 11 de la liste figurant à l'annexe 3, ch. 3, n° 11, let. b, est muni de l'avertissement suivant:

«Attention! Contient des substances parfumantes susceptibles de causer des allergies».

Annexe 4  
(art. 8)**Normes techniques s'appliquant à la sécurité des jouets<sup>30</sup>**

Numéro	Titre	Réf. dans JOUE
EN 71-1:2011	Sécurité des jouets – Partie 1: Propriétés mécaniques et physiques	JO C 307 du 19.10.2011, p. 3
EN 71-2:2011	Sécurité des jouets – Partie 2: Inflammabilité	JO C 307 du 19.10.2011, p. 3
EN 71-3:1994 avec rectificatif AC:2002, amendement A1:2000 et rectificatif AC:2000	Sécurité des jouets – Partie 3: Migration de certains éléments	JO C 236 du 1.9.2010, p. 3
EN 71-4:2009	Sécurité des jouets – Partie 4: Coffrets d'expériences chimiques et d'activités connexes	JO C 236 du 1.9.2010, p. 3
EN 71-5:1993 avec amendement A1:2006 et A2:2009	Sécurité des jouets – Partie 5: Jeux chimiques (coffrets), autres que les coffrets d'expériences chimiques	JO C 236 du 1.9.2010, p. 3
EN 71-7:2002	Sécurité des jouets – Partie 7: Peintures au doigt – Exigences et méthodes d'essai	JO C 236 du 1.9.2010, p. 3
EN 71-8:2011	Sécurité des jouets – Partie 8: Balançoires, toboggans et jouets d'activité similaires à usage familial en extérieur et en intérieur	JO C 307 du 19.10.2011, p. 3
EN 62115:2005 avec amendement A1 :2004 et A2 :2011 et rectificatif AC:2011	Jouets électriques – Sécurité (IEC 62115 + A1:2004 [modifié])	JO C 307 du 19.10.2011, p. 3

<sup>30</sup> Les normes référencées dans ce tableau sont disponibles auprès du Centre suisse d'information pour les règles techniques (switec), Bürglistrasse 29, 8400 Winterthur, tél. 052 224 54 54; [www.snv.ch](http://www.snv.ch), sauf les normes électrotechniques, qui sont disponibles auprès de l'Association suisse des électriciens (ASE), Diffusion des normes et des imprimés, Luppmenstrasse 1, 8320 Fehraltorf, tél. 044 956 11 65; [www.electrosuisse.ch](http://www.electrosuisse.ch). Elles peuvent aussi être consultées gratuitement auprès de l'Office fédéral de la santé publique, Schwarzenburgstrasse 165, 3003 Berne.

*Annexe 5*  
(Art. 10, al. 2)

## **Documentation technique**

La documentation technique contient notamment:

1. une description détaillée de la conception et de la fabrication, y compris une liste des composants et des matériaux utilisés dans les jouets, ainsi que les fiches de données de sécurité relatives aux substances chimiques utilisées (à obtenir auprès des fournisseurs de substances chimiques);
2. la ou les évaluations de la sécurité effectuées en vertu de l'art. 9;
3. une description de la procédure suivie pour évaluer la conformité;
4. une copie de la déclaration de conformité;
5. les adresses des lieux de fabrication et d'entreposage;
6. les copies des documents que le fabricant a communiqués à l'organisme désigné participant, si ce dernier intervient;
7. les rapports d'essais et la description des moyens par lesquels le fabricant a garanti la conformité de la production aux normes techniques, si ce fabricant a suivi la procédure de contrôle interne de la fabrication visée à l'art. 12, al. 3; et
8. une copie de l'attestation de l'examen de type, une description des moyens par lesquels le fabricant a garanti la conformité de la production au type de produit décrit dans l'attestation d'examen de type, ainsi que des copies des documents que le fabricant a communiqués à l'organisme d'évaluation de la conformité, si le fabricant a soumis le jouet à un examen de type et suivi la procédure de conformité au type visée à l'art. 12, al. 2.

*Annexe 6*  
(Art. 14, al. 3)

## **Déclaration de conformité**

La déclaration de conformité doit au moins comprendre les éléments indiqués dans les modules applicables de l'annexe II de la décision n°768/2008/CE<sup>31</sup> ainsi que les données suivantes:

1. n° ... (identification unique du ou des jouets);
2. les nom et adresse du fabricant ou de son mandataire;
3. la déclaration: «La présente déclaration de conformité est établie sous la seule responsabilité du fabricant»;
4. l'objet de la déclaration (identification du jouet permettant sa traçabilité), accompagné d'une photo couleur permettant d'identifier le jouet de façon suffisamment claire;
5. la déclaration selon laquelle l'objet visé au point 4 est conforme aux dispositions applicables;
6. les références des normes techniques pertinentes appliquées ou des documentations techniques (des spécifications) par rapport auxquelles la conformité est déclarée;
7. le cas échéant, la déclaration: «L'organisme d'évaluation de la conformité ... (nom, numéro) ... a effectué ... (description de l'intervention) et a établi l'attestation suivante: ...»;
8. Les informations complémentaires:  
Signé par et au nom de:  
(date et lieu d'établissement)  
(nom, fonction) (signature).

<sup>31</sup> Cf. note de bas de page concernant l'art. 11, al. 2.